

Art. 2. Le ministre flamand ayant l'énergie dans ses attributions et le ministre flamand ayant la politique générale de mobilité dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mars 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics

L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/30647]

11 MARS 2021. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 25 février 2021 modifiant l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, en vue de faire face aux urgences COVID-19

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique - Assentiment est donné à l'accord de coopération du 25 février 2021 modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, en vue de faire face aux urgences COVID-19.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 207-1. – Texte adopté en séance plénière, n° 207-2

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 10 mars 2021

Accord de coopération modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra- francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, en vue de faire face aux urgences COVID-19

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, les articles 5, § 1^{er}, I et II, et 92bis, § 1^{er};

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française 1 article 13;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, article 13;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, article 13;

Considérant qu'il y a lieu de répondre aux urgences COVID-19, et qu'il est impératif de modifier dès à présent l'accord de coopération du 27 février 2014 accord de coopération modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, et ce, en vue d'accélérer la consultation du comité ministériel et de l'organe de concertation dans le cadre d'adoption de textes législatifs ou réglementaires visant spécifiquement la lutte contre la COVID-19;

Considérant que la gestion de la pandémie impose une réactivité extrême et suppose une multiplication de modifications décretales et réglementaires à adopter en urgence (notamment sur base de l'article 3 ou de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973), en exécution, notamment, de décisions du Comité de concertation ou de la Conférence inter-ministérielle Santé publique, et déjà largement concertées entre entités fédérées;

Considérant que force a été de constater que les délais prévus par l'accord de coopération sont incompatibles avec cette exigence d'urgence impérieuse;

Considérant qu'une procédure accélérée d'extrême urgence est donc prévue spécifiquement pour les avant-projets et propositions de décrets ou les projets d'arrêtés réglementaires pris dans le cadre de la lutte contre la COVID-19;

Considérant que la consultation est assurée par les Ministres de la Santé et les Ministres-Présidents, d'une part au sein de la Conférence interministérielle Santé publique et, d'autre part au sein du Comité de concertation pour les dossiers relatifs à la lutte contre le COVID-19 nécessitant une concertation;

Considérant que l'urgence est justifiée,

Il est nécessaire de conclure un accord de coopération,

ENTRE

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président P-Y Jeholet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président E. Di Rupo;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de la Présidente B. Trachte,

Article 1^{er}. Dans le chapitre V de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, il est inséré une section 2/1 intitulée « De la procédure d'extrême urgence dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 » .

Art. 2. Dans la section 2/1 insérée par l'article 1^{er}, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Art. 15/1. Si l'avant-projet, la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire soumis à concertation vise spécifiquement la lutte contre la COVID-19, le comité ministériel et l'organe de concertation sont consultés concomitamment et disposent d'un délai de deux jours calendrier maximum pour remettre leurs avis.

A défaut d'avis remis endéans le délai visé à l'alinéa précédent, la formalité est considérée comme accomplie. » .

Art. 3. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 17 mars 2021, pour autant que toutes les normes qui doivent lui donner assentiment aient été adoptées avant cette date par les Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que de l'Assemblée de la Commission communautaire française. A défaut, l'accord entre en vigueur le jour où la dernière norme d'assentiment est adoptée.

Bruxelles, le 25 février 2021, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes, en langue française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française, Le Ministre-Président :

P-Y. Jeholet

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Pour le Collège de la Commission communautaire française, La Présidente du Collège :

La Présidente du Collège

B. Trachte

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/30647]

11 MAART 2021. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 februari 2021 tot wijziging van het Kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn om het hoofd te bieden aan de COVID-19 noodsituaties

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel – Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 25 februari 2021 tot wijziging van het Kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn om het hoofd te bieden aan de COVID-19 noodsituaties.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 maart 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 207-1. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 207-2.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 10 maart 2021.

Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn, om het hoofd te bieden aan COVID-19-noodtoestanden

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, artikel 5, § 1, I en II, en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 13;

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 13;

Gelet op het decreet van het Waals Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de uitoefening wordt overgedragen aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 13;

Overwegende dat er oplossingen moeten worden gevonden om het hoofd te bieden aan de noodtoestanden voortvloeiend uit de COVID-19-pandemie en dat het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn, onverwijld moet worden gewijzigd, teneinde de raadpleging van het ministerieel comité en het overlegorgaan in het kader van de aanneming van wet- of regelgeving die specifiek gericht is op de bestrijding van COVID-19 te bespoedigen;

Overwegende dat het beheer van de pandemie een extreme reactiviteit vereist en een groot aantal wijzigingen van decreten en regelgeving met zich meebrengt die dringend moeten worden goedgekeurd (inzonderheid op basis van artikel 3 of artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973), in uitvoering inzonderheid van beslissingen van het Overlegcomité of van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid, en die reeds grotendeels zijn gecoördineerd tussen de deelstaten ;

Overwegende dat de in het samenwerkingsakkoord vastgestelde termijnen onverenigbaar zijn met deze eis van dwingende hoogdringendheid;

Overwegende dat derhalve specifiek voor voorontwerpen en voorstellen van decreten of ontwerpen van reglementaire besluiten die worden genomen in het kader van de bestrijding van COVID-19, in een versnelde procedure van bijzonder dringende aard is voorzien;

Overwegende dat de raadpleging verzekerd wordt door de ministers van Volksgezondheid en de ministers-presidenten, enerzijds, in de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid en, anderzijds, in het Overlegcomité voor de dossiers betreffende de bestrijding van COVID-19 waarvoor overleg vereist is;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid met redenen omkleed is,
Het is noodzakelijk om een samenwerkingsakkoord te sluiten,
TUSSEN

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van minister-president P-Y Jeholet;
Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van minister-president E. Di Rupo;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar college in de persoon van voorzitter B. Trachte,

Artikel 1. In hoofdstuk V van het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn, wordt een afdeling 2/1 ingevoegd met als opschrift "De procedure voor extreme noodtoestanden in het kader van de bestrijding van de COVID-19-pandemie".

Art. 2. In afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 15/1. Indien het voorontwerp, het voorstel van decreet of het ontwerp van reglementair besluit dat ter raadpleging wordt voorgelegd specifiek de bestrijding van COVID-19 beoogt, worden het ministerieel comité en het overlegorgaan gelijktijdig geraadpleegd en beschikken zij over een termijn van ten hoogste twee kalenderdagen om advies uit te brengen.

Indien binnen de in het voorgaande lid bedoelde termijn geen advies is uitgebracht, wordt de formaliteit geacht vervuld te zijn. "

Art. 3. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 17 maart 2021, op voorwaarde dat alle instemmingsnormen ervan vóór die datum zijn aangenomen door de Parlementen van de Franse Gemeenschap en van het Waals Gewest, alsook door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie. Bij gebreke daaraan treedt het akkoord in werking de dag waarop de laatste instemmingsnorm is aangenomen.

Brussel, 25 februari 2021, in evenveel exemplaren als er overeenkomstsluitende partijen zijn, in de Franse taal.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P-Y. JEHOLET

Voor de Waalse regering :

De minister-president,
E. DI RUPO

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De voorzitter van het College,
B. TRACHTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/30800]

18 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le programme de l'Ecole maternelle du réseau libre non confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, articles 1.4.1-3, 1.4.4-1 et suivants, 1.5.1-1 et suivants;

Vu le décret du 9 juillet 2020 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2020 déterminant le référentiel des compétences initiales et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel des compétences initiales conformément à l'article 1.4.4-1, § 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme des études de l'enseignement maternel du réseau libre non confessionnel présenté par Secrétariat général de la Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants (FELSI), figurant en annexe, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mars 2021.

Le Ministre-Président,
P-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR